Allocution de SAS le Prince Albert II de Monaco Ouverture COP21 Le 30 novembre 2015

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat

Madame et Messieurs les Chefs de Gouvernement,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Cette Conférence, COP21, nous le savons tous, est d'une extrême importance et je remercie la France de l'avoir rendue possible, dans un contexte plus que difficile. Ma gratitude va également à toutes celles et tous ceux qui, depuis des mois, œuvrent à sa préparation.

Je veux aussi rendre hommage à la communauté scientifique pour le travail accompli en quelques décennies dans la connaissance et la compréhension des phénomènes climatiques, des dangers qui menacent et de la manière appropriée de les affronter.

Grâce à ces travaux, nous disposons des moyens scientifiques et techniques d'empêcher un réchauffement supérieur à 2°C, avec ses conséquences pour la Planète, les écosystèmes terrestres et marins et les populations, notamment en termes de santé.

Mais avons-nous la volonté politique que cela impose ? Avons-nous la volonté de mobiliser les moyens financiers requis ?

Telles sont les questions qui nous sont posées aujourd'hui et qui appellent, de mon point de vue, deux réponses.

Il y a, d'une part, les engagements contraignants que chaque Etat doit prendre. Et il y a, d'autre part, un changement de modèle énergétique et économique qu'il nous faut préparer ensemble.

Chacun doit, à cet égard, agir au plus vite, sur son territoire et avec les moyens nécessaires.

La Principauté de Monaco s'est engagée à le faire, depuis qu'elle a ratifié le Protocole de Kyoto. Elle poursuivra son action en ce sens au cours des prochaines décennies.

Par une action résolue sur les transports, l'efficacité énergétique des bâtiments mais aussi la valorisation et le tri des déchets, mon pays a déjà réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 13,2 % en 2012 par rapport à 1990.

A la fin de la première période d'engagement du protocole de Kyoto, Monaco a ainsi réduit ses émissions au-delà des objectifs auxquels il s'était engagé.

Il les réduira de 30 % en 2020 pour la deuxième période du protocole de Kyoto et propose un objectif de 50 % à l'horizon 2030. Notre but est de parvenir ainsi à la neutralité carbone à l'échéance 2050.

Ces engagements, mon pays les tiendra grâce au développement d'une mobilité douce, avec une part accrue de mobilité électrique et de transports en commun propres.

Monaco les tiendra aussi par une valorisation des déchets donnant la priorité à une réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Monaco les tiendra enfin par une réduction des émissions provenant des bâtiments, de leur chauffage et de leur climatisation, par une démarche constante d'efficacité énergétique et l'élimination progressive de l'utilisation des combustibles fossiles à remplacer par des énergies propres et renouvelables.

A cette fin, j'ai décidé la création d'une équipe dédiée à cette question au sein de mon Administration.

De tels objectifs, je le sais, seront difficiles à atteindre pour d'autres pays. Je n'ignore pas les impératifs du développement. Et je partage le souci de tout faire pour permettre à tous des conditions de vie satisfaisantes, y compris par la lutte contre les effets des changements climatiques et les déplacements de populations qu'ils impliqueront. Monaco assumera à cet égard sa part de contribution au Fonds Vert pour le Climat.

Aujourd'hui, il n'est pas possible de se contenter d'un réchauffement évalué à 2,7°C, car il n'est pas acceptable de bâtir notre prospérité au détriment des générations à venir.

Ce qui est maintenant essentiel, c'est de cesser de raisonner sur la base de visions parcellaires et d'intérêts à court terme. Il faut travailler avec les entreprises qui ont ici un rôle essentiel à jouer, ainsi qu'avec les sociétés civiles, les ONG.

Nous devons aussi accepter d'assumer une responsabilité globale, qui ne peut se concevoir sans une solidarité nouvelle, en pensant en priorité aux plus vulnérables, à ceux qui viendront après nous.

Il nous faut admettre que chacun de nos actes a un coût écologique et climatique. Nous devons nous en acquitter et ne pas laisser ce fardeau à nos enfants et aux générations suivantes.

5/5

Pour préserver leur avenir, il n'est d'autre choix que de sortir aussi rapidement

que possible d'une économie carbonée.

L'économie décarbonée que nous pouvons, que nous devons aujourd'hui

construire, sera la source d'une croissance différente. Elle permettra de trouver des

ressources nouvelles, de développer des énergies propres, de concevoir un autre avenir

pour toute l'humanité.

C'est la seule solution. C'est le défi de ce siècle qu'il nous incombe ensemble de

relever aujourd'hui.

Je vous remercie.